

**UNION POUR LA GESTION DES ETABLISSEMENTS DES CAISSES
D'ASSURANCE MALADIE DU NORD-EST**

75 Boulevard Lobau
CS 94224
54042 Nancy Cedex

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P.)**

**TRAVAUX DE SECURISATION DU SITE ET AMELIORATION DU
CONFORT THERMIQUE D'ETE DE LA MAS/FAM « LES JARDINS DE
L'ABBAYE » DE LONGEVILLE LES SAINT AVOLD**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHE - EMPLACEMENT DES TRAVAUX

1.2 PARTIES CONTRACTANTES

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

2.1 PIECES PARTICULIERES

2.2 PIECES GENERALES

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

3.2 VARIATION DANS LES PRIX

3.3 SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 4 – PERIODE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD

4.1 PERIODE ET DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

4.2 PENALITES DE RETARD

4.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

4.4 DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

ARTICLE 5 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

5.2 AVANCE

ARTICLE 6 - PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE ENCHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.2 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS

ARTICLE 7 - RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 RECEPTION

7.2 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

7.3 DELAIS DE GARANTIE

7.4 ASSURANCES

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ - EMBLACEMENT DES TRAVAUX

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) concernent les travaux de sécurisation du site et l'amélioration du confort thermique d'été de la MAS/FAM Les Jardins de l'Abbaye de Longeville-Lès-Saint-Avoid situé au 67B rue des Alliés - 57 740 Longeville-Lès-Saint-Avoid.

Le présent marché est décomposé en 4 lots :

- lot 1 : VRD/Espaces verts,
- lot 2 : Clôture/portail,
- lot 3 : Menuiserie aluminium/store,
- lot 4 : Climatisation.

Le début des travaux est envisagé à compter 31/03/2025 pour une durée prévisionnelle de 3 mois.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les travaux se dérouleront en site occupé (présence du personnel et des usagers). L'établissement continuera en effet à fonctionner pendant toute la durée du chantier.

1.2 PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- D'une part : l'UGECAM NORD-EST désignée dans le présent C.C.A.P. par l'expression "Maître de l'ouvrage".
- D'autre part : l'entreprise, ou le groupement solidaire d'entreprises, titulaire du marché, désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression "l'Entrepreneur".

Le pouvoir adjudicateur est représenté par Madame Christelle PROST, Directrice de l'UGECAM Nord-Est.

Le comptable assignataire est le Directeur financier et comptable de l'UGECAM NORD EST, M. Pierre-Yves GERARD.

La maîtrise d'œuvre est assurée par le bureau d'études SATM – 101 rue de Thionville – 57300 Ay Sur Moselle - Tél : 03.87.77.89.44, le bureau d'études fluides BET IRIS – 61 rue de l'Ecole – 57920 Monneren - Tél 03.54.86.13.56 et AIRE Architecture – 23 rue du Fort des Bordes – 57070 Metz – Tél : 09.77.48.58.79.

La maîtrise d'ouvrage est représentée par la Direction des moyens (Service immobilier) de la direction régionale de l'UGECAM NORD EST.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont par ordre de priorité :

2.1 PIECES PARTICULIERES

- Pièce n° 1

L'acte d'engagement (A.E.) de l'Entrepreneur accepté par le pouvoir adjudicateur et son annexe le C.D.P.G.F. par lot,

- Pièce n° 2

Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) de janvier 2025,

- Pièce n° 3

Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) par lot,

2.2 PIECES GENERALES

- Pièce n° 4

L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,

- Pièce n° 5

Le code de la commande publique composé de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire,

- Pièce n°6

L'arrêté du 30/03/2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux,

- Pièce n° 7

Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié).

ARTICLE 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1 CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES

3.11 Type du marché

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

3.12 Contenu des prix

3.12.1 Les prix du marché sont établis hors TVA.

3.12.2 Le prix global et forfaitaire a un caractère absolu en ce qui concerne l'exécution des travaux définis par les pièces énumérées à l'article 2 du présent C.C.A.P.

3.12.21 Il est bien précisé que les quantités figurant sur le cadre de décomposition global et forfaitaire, remis aux entreprises avec le dossier de consultation, sont données à titre purement indicatif et que les entreprises doivent les vérifier de manière à remettre leurs prix forfaitaires sous leur entière responsabilité.

3.12.22 Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier de consultation.

3.12.3 Aucun supplément ne pourra être admis sauf s'il est reconnu comme complémentaire au programme prévu et s'il a fait l'objet d'un ordre de service délivré par le maître d'ouvrage.

3.12.4 Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, l'Entrepreneur prendra soin de signaler par écrit au Maître d'ouvrage toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans le programme ou l'exécution prévu.

En aucun cas, l'Entrepreneur ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du C.C.T.P. pour justifier une demande de supplément.

3.12.5 De plus, il est bien précisé qu'il suffit qu'un ouvrage ou partie d'ouvrage soit indiqué dans l'une des pièces du marché pour que l'Entrepreneur en doive l'exécution.

3.12.6 Il est bien entendu que l'Entrepreneur doit exécuter tous les travaux de sa compétence, nécessaires à l'achèvement complet du marché selon les règles de l'art.

3.12.7 Les prix des marchés sont réputés comprendre tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux, et notamment :

- les frais de main-d'œuvre, y compris les frais particuliers engagés exceptionnellement pour réaliser les travaux dans les délais prescrits (heures supplémentaires, heures de nuit, etc.),
- les frais d'assurances et d'accidents,
- les frais d'études et de reproduction de documents,
- les droits de brevet éventuels,
- le nettoyage de chantier au fur et à mesure de l'avancement des travaux

et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

3.12.8 Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

3.13 Décomposition du marché

3.13.1 L'Entrepreneur est tenu de joindre à son acte d'engagement, un C.D.P.G.F. qui servira à l'établissement des factures. Lors de la signature du marché, ce document sera visé par le pouvoir adjudicateur.

3.13.2 Il est précisé, en application de l'article 9 du CCAG, qu'en aucun cas les quantités d'ouvrages figurant sur le C.D.P.G.F. remis par l'Entrepreneur, à l'appui de son acte d'engagement, ne sont contractuelles.

3.13.3 Les prix unitaires détaillés, figurant sur le C.D.P.G.F., n'auront de caractère contractuel que dans le cas prévu à l'article 3.14.4 ci-après (travaux en plus ou en moins).

3.14 Base de règlement des comptes - Travaux non prévus

3.14.1 En application de l'article 9 du CCAG, les comptes seront réglés d'après le prix forfaitaire du marché.

3.14.2 Le prix ainsi obtenu sera augmenté ou diminué du montant des travaux exécutés en plus ou en moins sur ordre de service postérieur à la notification du marché. Le marché initial ne pourra être modifié, en plus ou en moins que par ordre de service ou avenant.

3.14.3 Le montant des travaux sera éventuellement susceptible de variations dans les conditions définies à l'article 3.2 ci-après.

3.14.4 Travaux non prévus

Les travaux non prévus seront réglés en application de l'article 14 du CCAG.

3.14.41 Les travaux supplémentaires seront réglés comme suit :

3.14.41.1 Si ces travaux concordent avec des ouvrages dont les prix unitaires figurent au C.D.P.G.F., il sera fait application de ces prix.

3.14.41.2 Si ces travaux ne concordent pas avec des ouvrages dont les prix figurent au C.D.P.G.F., des prix nouveaux seront débattus à partir de justifications et de sous-détails à fournir par l'Entrepreneur.

Les prix ainsi établis seront EN VALEUR EXECUTION, c'est-à-dire réputés en valeur correspondant à la date d'établissement de la proposition faisant l'objet de l'acceptation.

3.15 Augmentation - Diminution dans la masse des travaux - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

Les augmentations ou diminutions dans la masse des travaux et le changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrages seront réglées conformément aux articles 15, 16 et 17 du CCAG.

En application de l'article 16 du CCAG, l'Entrepreneur est tenu de mener à son terme la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché, quelle que soit l'importance de l'augmentation de la masse des travaux qui peut résulter de sujétions techniques ou d'insuffisance des quantités prévues ou de toute autre cause de dépassement.

3.16 Factures et décomptes définitifs

Par dérogation aux articles 13.1 à 13.3 du CCAG, l'Entrepreneur pourra présenter des situations de travaux au cours de la période d'exécution des travaux.

Après la réception des travaux, l'Entrepreneur adressera au maître d'ouvrage un projet de décompte final. Une fois vérifié et accepté par le maître d'ouvrage, il deviendra le décompte général et définitif.

3.17 Délais de paiement - Nantissement

3.17.1 Modalités de transmission des factures

En application des dispositions de l'article L. 2192-3 et L. 2392-3 du Code de la Commande Publique, le titulaire est obligé de transmettre ses factures sous forme électronique.

Nota : le dispositif décrit ci-après peut s'appliquer également à ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct.

Pour ce faire, le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est **le vecteur exclusif** de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, l'établissement concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-après ou comportant des informations erronées, l'établissement concerné informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à ré adresser via le portail une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner le champ suivant dans l'outil, à savoir :

N° de SIRET du siège : 424 273 407 00306

Le numéro d'engagement n'est pas obligatoire à défaut celui-ci correspondra au NUMERO DE L'ORDRE DE SERVICE.

Il n'y a pas à indiquer les codes service et d'engagement

A défaut de numéro d'ordre de service, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-choruspro.finances.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

3.17.2 Délais de paiement

3.17.21 Le paiement des factures établies par l'entrepreneur interviendra dans un délai de 30 jours au plus tard à condition qu'elles ne soient pas contestées par le Maître d'ouvrage.

3.17.22 Le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date d'acceptation du décompte général et définitif.

3.17.23 Le paiement des factures et du solde sera effectué par le Directeur financier et comptable de l'UGECAM NORD-EST après mandatement de la somme par l'Ordonnateur de l'UGECAM NORD-EST.

3.17.24 Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement.

Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque de centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de sept points.

3.17.3 Nantissement

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire le Directeur financier et comptable de l'UGECAM NORD-EST.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-60, R2191-61 et R2191-62 du Décret n°2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique est la Directrice Générale de l'UGECAM NORD-EST, Mme Christelle Prost.

3.2 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix du présent marché sont traités à prix fermes comportant une clause d'actualisation.

L'actualisation qui consiste à transformer un prix ferme en un nouveau prix ferme devient effective lorsque le début des travaux intervient plus de 3 mois après le mois d'établissement des prix. Dans ce cas, les prix du marché seront actualisés au moyen de l'index prévu ci-dessous, compte tenu des conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à celle de la date d'effet fixée par l'ordre de service pour le début des travaux.

L'index d'actualisation retenu est le suivant :

LOT	CORPS D'ETAT	INDEX
1	VRD/Espaces verts	TP01
2	Clôture/portail	BT42
3	Menuiserie aluminium/store	BT43
4	Climatisation	BT41

Selon la formule : $P_m = P_o \times \frac{I(m-3)}{I_o}$

dans laquelle :

P_m = prix actualisé,

P_o = prix du marché (M_o),

I_m = valeur de l'indice du mois de commencement d'exécution du marché,

I_o = valeur de l'indice du mois de JANVIER 2025.

En cas de retard d'exécution imputable à l'Entrepreneur, le délai réel d'exécution sera pris en considération comme préjudice de l'application systématique des pénalités précisées à l'article 4.2 ci-après.

3.2.2 Mois d'établissement des prix :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois qui précède celui fixé pour la date limite de remise des offres (voir règlement de la consultation) ; ce mois est appelé "mois zéro".

Si la date limite de remise des offres est reportée au cours de la même consultation, la base de réputation des prix, "mois zéro", sera celle correspondant à la date fixée initialement pour la date limite de remise des offres.

3.3 SOUS-TRAITANCE

Il est fait application de l'article 3.6 du CCAG Travaux.

ARTICLE 4 – PERIODE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD

4.1 PERIODE ET DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le début des travaux est envisagé à compter 31/03/2025 pour une durée prévisionnelle de 3 mois.

Le délai d'exécution des travaux aura pour origine la date de notification des marchés qui vaudra ordre de service de démarrage des travaux délivré par le pouvoir adjudicateur.

Un calendrier d'exécution des travaux sera convenu entre le maître d'ouvrage et l'entrepreneur.

Les travaux sont exécutés par l'Entrepreneur, sous la direction du Maître d'œuvre, conformément aux ordres de services, plan et dossiers remis. Il ne pourra exécuter que les travaux qui lui sont prescrits.

4.2 PENALITES DE RETARD

En cas de retard dans l'exécution des travaux, par dérogation à l'article 19 du CCAG, il sera appliqué à l'Entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris), une pénalité de 1/1000^{ème} du montant des travaux, éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

Toute entreprise non représentée ou non excusée aux réunions de chantier se verra frapper d'une pénalité de 100 € HT par absence.

4.3 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'Entrepreneur devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais de l'Entrepreneur après mise en demeure par ordre de service, sans préjudice d'application de la pénalité prévue à l'article 4.2 ci-avant.

4.4 DELAI ET RETENUES POUR REMISE DES DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En cas de retard dans la remise des documents à fournir après exécution, prévus à l'article 7.2 ci-après du présent CCAP, une retenue provisoire égale à 100 € HT sera opérée sur les sommes dues à l'Entrepreneur. Cette retenue sera libérée après la remise complète de ces documents.

ARTICLE 5 - CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1 RETENUE DE GARANTIE

5.11 Conformément à l'article R.2191-33 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, il sera appliqué une retenue de garantie de 5 % sur le montant de chaque règlement effectué à l'entreprise.

5.12 La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", ou si les deux parties en sont d'accord par une caution personnelle et solidaire.

5.13 La retenue de garantie est remboursée, ou les personnes ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérées au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie des travaux.

5.2 AVANCE

Il est fait application des articles R 2193-17 à R 2193-21 et R2391-1 à R2391-15 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Aucune autre avance ne sera délivrée au titre du marché.

ARTICLE 6 – PROVENANCE ET QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1 PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'Entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Il est rappelé à ce sujet que, sauf dans le cas où le Maître d'œuvre ou le Maître de l'ouvrage aurait accepté formellement, lors de la passation du marché, des matériaux ou produits différents de ceux dont la référence figure au C.C.T.P., ce sont les matériaux ou produits prévus au C.C.T.P. qui doivent obligatoirement être mis en œuvre.

6.2 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS

L'Entrepreneur doit effectuer à ses frais les tranchées, trous, percements, scellements et raccords nécessaires à la réalisation de ses ouvrages, sauf :

- dans le cas où des plans de réservations ont été remis. Les scellements et les raccords restant dans tous les cas aux frais de l'Entrepreneur,
- dans le cas où des dispositions contraires seraient portées au C.C.T.P.

ARTICLE 7 - RECEPTION DES TRAVAUX

7.1 RECEPTION

Il est fait application de l'article 41 du CCAG Travaux.

7.2 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

En application de l'article 40 du CCAG, l'Entrepreneur est tenu de remettre au maître d'ouvrage avant la réception, en 2 exemplaires, les notices d'entretien des ouvrages, établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur ainsi que deux exemplaires des dossiers de récolement comprenant les fiches des produits mis en œuvre.

7.3 DELAIS DE GARANTIE

7.31 Conformément à l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie est fixé à 1 an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

7.32 Durant le délai de garantie, l'Entrepreneur est tenu à "l'obligation de parfait achèvement" des ouvrages exécutés.

Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- remédier à ses frais à tous les désordres dont les causes lui sont imputables, et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprises des imperfections constatées,
- exécuter les travaux de finition ou de reprises demandés lors de la réception.

7.33 En application des articles 1792 et 2270 du Code civil, les travaux demeurent soumis à une garantie de 10 ans pour les gros ouvrages et les éléments d'équipement faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et de couvert, les autres éléments d'équipement étant soumis à une garantie de bon fonctionnement de 2 ans.

Il est précisé que le point de départ des garanties visées ci-avant en 7.33 est la date d'effet de la réception.

7.4 ASSURANCES

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, l'Entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, en complément des dispositions de l'article 8 du CCAG, qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 et 2270 du Code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie (responsabilité décennale).

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à la conciliation et médiation, conformément aux articles L.2197-2, L.2197-3, L.2197-4, L.2197-5 et L.2197-7 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

Il est fait application du Chapitre 8 : Différends du CCAG/TRAVAUX.

Si ce litige ne peut être réglé de façon amiable ou par voie d'arbitrage, le tribunal compétent est le Tribunal Judiciaire dans le ressort duquel se trouve l'UGECAM Nord-Est, étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents.

A Nancy, le

A....., le.....

**Le Pouvoir adjudicateur,
L'UGECAM NORD EST,
Représenté par le Directrice Générale,
Mme Christelle PROST**

**LE TITULAIRE,
« Lu et approuvé »
(Cachet et signature)**